

Tentation et peur de l'histoire

Qui oserait nier qu'en France la tentation et la peur de l'histoire existent simultanément? De la tentation témoignent la multiplication des revues et bandes dessinées, le triomphe renouvelé de toutes les formes du roman historique, de Dumas à Zévaco, d'Angélique aux Rois maudits. De cette peur témoigne d'abord la nature de ces écrits : l'histoire y est un cadre, pas un thème ; voire un thème, pas un problème.

La preuve, on l'a dès qu'une œuvre historique puissante fait irruption : alors, c'est la tornade ; qu'Abel Gance produise *J'accuse* ou qu'apparaisse *le Chagrin et la Pitié*, le choc est tel que la guerre civile cogne à la porte ; avec *la Bataille d'Alger*, des bombes explosent. On comprend que la télévision préfère l'adaptation de romans historiques ;

"il ne faut pas laisser renaître les passions", expliquait le ministre de la censure à propos de Madame Jeanne¹.

Elle se risque pourtant quelquefois à produire des œuvres audacieuses, mais le cinéma, supposé plus indépendant (mais de qui ?), n'est guère plus téméraire. Analysant les films réalisés en France depuis que la télévision joue un rôle national, depuis 1958 environ, Jean-Pierre Jeancolas observe que "le cinéma n'a opéré qu'une timide prise en charge de l'histoire" ; de fait, s'il y a bien *Lacombe Lucien* ou *Stavisky*, s'il y a également Allio ou Tavernier, quelle est leur audience ? L'histoire-problème, en France, a moins de succès que l'histoire-rêve, que l'histoire-évasion, que l'histoire-cadre d'une histoire.

Est-ce seulement la faute au gouvernement ? Ou bien est-ce la faute à la société ? En tout les cas, c'est une vieille histoire...

Dans *La Grande Guerre*, en 1969, j'écrivais :

"La France, constaterait un historien morose, n'a pas tant le génie des armes que celui de la guerre civile. Que l'on jette un regard sur son histoire proche ou lointaine, et il apparaît que chacun des conflits livrés par la nation la plus fière de sa gloire militaire a été peu ou prou mâtiné de guerre civile. Ce qui est clair pour 1939-1944 l'a été également pour la Révolution et l'Empire, ou encore pour l'époque de Jeanne d'Arc et des Bourguignons, la Ligue et les temps de Richelieu. Même en 1870, il s'est trouvé un parti qui, secrètement ou ouvertement, désirait la défaite de ceux qui dirigeaient le pays. Pas en 1914-1918 : la France n'a pas eu de "parti de l'étranger"².

Ce que j'écrivais de l'histoire de France, je pourrais le dire de l'histoire en France. Elle est un des lieux privilégiés de la guerre civile.

¹ J.-P. Jeancolas, *le Cinéma des Français*, Stock, Paris, 1979, 478 pages

² M. Ferro, *la Grande Guerre, 1914-1918*, Gallimard, "Idées", Paris, 1969, 384 pages.

Ses composantes forment plusieurs stratifications. L'exemple de Jeanne d'Arc, de la façon dont on raconte son histoire, permet d'en repérer quelques-unes. Dès le XV^e siècle, les historiens omettent d'utiliser des archives à portée de main, celles du *Procès de Jeanne* ; ils parlent à peine de la Pucelle, il n'est pas question de "miracles"... Car ils sont au service du roi, et son triomphe ne saurait s'accompagner de l'aide d'une sorcière ou d'une sainte. Le service du roi exige la laïcisation de l'héroïne, une diminution de son rôle. On parle alors d'un "miracle apposté, machiné par des hommes de guerre avisés qui surent user de la superstition populaire". La version "pieuse" naquit ultérieurement. Très informé, l'historien Mezeray explique au XVII^e siècle que

*"Dieu fit intervenir Jeanne parce qu'il voulait sauver le Dauphin. Ultérieurement, quand Jeanne continua à guerroyer alors que sa mission était accomplie, Charles VII couronné, et qu'elle eût dû retourner à la maison, Dieu ne continua plus les miracles en sa faveur"*³.

Au XIX^e siècle, quand renaît la vision chrétienne de l'histoire, les catholiques sont embarrassés par l'action que les évêques jouèrent au procès. Amalvi a noté que, dans les illustrations, on escamote l'évêque Cauchon⁴. On réduit le rôle de l'Eglise, la mort de Jeanne est la faute aux Anglais. Pour sa part, la version "laïque" est gênée par "les voix" que Jeanne entendit à Domrémy. Aussi évoque-t-elle les voix "qu'elle a cru entendre", ou encore "les hallucinations qu'elle a eues".

A l'époque de l'Entente cordiale, en 1904, Ernest Lavisse, qui veut jouer les rassembleurs, met au point la solution de synthèse :

"Jeanne entendit quelqu'un qui lui disait d'être bonne et sage (...) elle crut entendre des voix venues du Ciel."

Pour ménager les Anglais, le "méchant évêque Cauchon" retrouve sa place, et, pour épargner les catholiques, un moine fait son apparition, il tend la croix à Jeanne lorsqu'elle monte au bûcher. Il n'y a pas de témoignage sur la mort de Jeanne ; néanmoins Lavisse assure qu'elle a dit "Jésus !" au moment de mourir.

La guerre civile française, toutefois, interdit de confronter ces différentes versions. Thalamas en sait quelque chose : ce professeur agrégé au lycée Condorcet avait nié les "miracles", parlé des "hallucinations" de Jeanne. Il fut blâmé par son proviseur, pour "manque de tact". On était en 1904 et la dénonciation était partie des milieux cléricaux ; la gauche le condamna également

*"pour avoir diminué une héroïne nationale que la droite voulait s'approprier, commettant un sacrilège : les cléricaux oubliaient-ils que Jeanne était morte à cause de leurs évêques ?"*⁵

Cet exemple montre bien quelles variations subit l'histoire de Jeanne selon que l'on est au service du roi, du Christ ou de la République ; qu'en fut-il, en outre, lorsque les Ligues s'emparèrent de Jeanne, vers 1930, puis Pétain, enfin la Résistance ? Or s'il en est ainsi des héros du Panthéon national, qu'en peut-il être de ceux qui appartiennent à des panthéons particuliers : chrétien ou socialiste, libéral ou communiste... Jusque-là, tel Bayard ou Jean le Bon, l'historien ferrailait à gauche, ferrailait à droite pour instituer ce qu'il jugeait être la vérité historique, conforme aux "faits" : mais le choix de ces faits n'était-il pas idéologique, lui aussi ? N'était-elle pas idéologique également, jacobine à sa façon,

³ G. Huppert, *l'Idée de l'histoire parfaite*, Flammarion, Paris, 1973, 216 pages.

⁴ C. Amalvi, *Les Héros de l'histoire de France*, Phot'œil, Paris, 1980, 315 pages.

⁵ *Ibidem.*

cette identification du Progrès, perçu comme sens de l'histoire, à l'accroissement des pouvoirs de l'Etat ?

Dans ces conditions, vu cette idéologisation tous azimuts de l'histoire, on comprend que ce soit la France qui ait secrété l'École des Annales, qui vise, on le sait, à une analyse clinique et expérimentale du passé des sociétés. On comprend aussi qu'à l'exemple de Thalamas

"aucun maître ait peur de ne plus se sentir à l'abri, à la merci d'une dénonciation par le premier délateur, imbécile ou diabolique".

Qu'il ait peur que le pouvoir, l'inspecteur, les parents d'élèves ne l'accusent de *"faire de la politique"*.

En outre, avec l'expérience de l'histoire en train de se faire, l'histoire traditionnelle devenait de plus en plus vulnérable, anachronique. Aux Africains, elle avait enseigné *"nos ancêtres les Gaulois"* ; aux jeunes Français de 1958, évoquant la deuxième guerre mondiale, elle s'abstenait de parler de la *"collaboration"*, de Vichy, de Pétain... La peur de l'histoire était surtout la peur de l'époque contemporaine.

La faillite du système devint éclatante lorsque, avec la confrontation des histoires, aux siècles des médias, il apparut que le vieux précepte *"vérité au-delà des Pyrénées, mensonge en deçà"* était valable aussi bien pour les causes de la guerre de 14 que pour l'histoire de la colonisation, ou pour les Croisades. Pour ne rien dire des différentes visions marxistes de l'histoire, en vogue à Moscou ou à Pékin. Bref, il était clair qu'il n'y avait plus de *"vérité historique"*.

"Les historiens sont des gens dangereux", disait Khrouchtchev ; "ils sont capables de tout chambouler. Ils doivent être dirigés."

Pour sûr, à Moscou, ils le sont ; mais en France, plutôt que de mettre l'histoire sous surveillance, on préfère la diminuer, la rogner. Le pouvoir d'Etat n'aime pas ses mises en cause.

Arguant du *"discrédit de l'histoire"*, des progrès des sciences humaines, le ministère a commencé par ajouter aux programmes d'enseignement une forme d'histoire nouvelle, l'étude des civilisations. Ce qui, pour les historiens, était un complément et un progrès par rapport à l'ancienne histoire, événementielle, devint vite, entre les mains du ministère, un premier pas vers le démantèlement de l'édifice. Sous prétexte que l'histoire formait des têtes plutôt pleines que bien faites (les dates...), il substitua plus ou moins, dans le premier cycle, l'étude des thèmes à celle des grandes périodes (sans aller toutefois jusqu'à l'intégration complète comme en Belgique) : là encore, l'alibi du progrès des sciences sociales permettait de désidéologiser l'histoire, de l'instituer comme *"science"* ; mais, là encore, cette mutation apparente s'accomplissait aux dépens du savoir acquis, c'est-à-dire de la mémoire de la nation, de sa conscience.

Or cette conscience est objet d'histoire, elle aussi, même si elle repose sur des faits contestés, non vérifiables, comme l'a montré l'exemple de Jeanne d'Arc. L'imaginaire fait partie de l'histoire, comme l'histoire. L'histoire qui n'a pas eu lieu est autant l'histoire que l'histoire.

Au reste, quand il s'agit de sacrifier l'histoire, ou la France du Midi, ou les lignes de chemins de fer *"secondaires"*, pris d'un coup de sang, le ministre n'y va pas de main morte : dans le primaire, il supprima carrément l'enseignement de l'histoire, lui substituant des activités dites d'éveil, où l'histoire n'était plus qu'une matière facultative.

Parallèlement, l'enseignement de l'histoire recevait le défi des moyens de communication de masse. L'intérêt se portait sur le petit écran qui, sauf notables exceptions, proposait de l'histoire une vision

sans problèmes ; loin d'analyser les origines de notre temps, d'être opératoire, cette histoire-là porte au rêve ; elle est une sorte d'objet exotique nécessaire, le soir, à la détente des citoyens fatigués. Elle n'en commença pas moins à exercer ses effets comme savoir parallèle, car elle disposait de moyens de charmer propres à l'art cinématographique et que peut mal concurrencer le cours du professeur. Au début, le corps enseignant ne prit pas garde ; il eut, à l'endroit de la télévision, l'attitude condescendante que ses aînés avaient tenue, jadis, à l'endroit du cinéma. Il n'en devenait pas moins, malgré lui, du bretteur qu'il avait été, seul maître à bord, un médiateur, bientôt contraint d'ajouter ou de substituer à sa propre leçon un commentaire sur la leçon des autres, celle que les chers petits élèves avaient entendue, la veille, à la télévision. Ainsi, de maître, il devenait une sorte de maître-auxiliaire.

Aux coups portés par les moyens de communication de masse s'ajoutaient les coups portés par l'édition. Celle-ci, sensible à la crise de l'enseignement, qu'illustra mai 1968, avait mis en chantier des ouvrages d'un type nouveau où le document et la statistique prenaient peu à peu la relève du récit historique, supposé démodé, discrédité, et qui, à chaque édition nouvelle, devenait plus exsangue, plus schématique, autant dire illisible pour des enfants. Surtout, au lieu de prendre la mesure de l'"*effet médias*", l'édition procéda comme si elle voulait le concurrencer : elle emplit les manuels scolaires d'images, de belles images en couleur, transforma le livre en "*spectacle*" ; chaque chapitre étant avant tout une mise en pages, une mise en scène, comprenant obligatoirement le même nombre de graphiques, de documents, de citations, de photos. Des ouvrages étouffe-chrétien d'autrefois, on passait à une histoire en miettes, où il était impossible de trouver une analyse descriptive et fouillée, comme jadis.

La maquette avait pris le dessus sur le texte ; le livre était devenu un objet, comme l'histoire.

Avec de tels livres entre les mains, concurrencés par la télévision, surveillés par les Instructions, par les parents d'élèves, les professeurs d'histoire pouvaient avoir le sentiment que, cette fois, on avait bien assassiné l'histoire, Ubu avait institué le chaos.

Tandis que, par un phénomène de compensation, l'histoire du temps de papa refaisait surface sous forme de bandes dessinées ou de revues multiples, un puissant mouvement d'insurrection jaillit des profondeurs. Ce fut le mérite de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie d'en être l'animatrice, tout corporatisme banni, pour prôner à la fois l'insertion des acquis de la recherche récente, l'utilisation du cinéma et du journal dans l'enseignement, l'association de l'étude de l'histoire par périodes avec l'analyse de thèmes particuliers, etc. Surtout, elle demanda le rétablissement de l'histoire dans le primaire ("*les enfants, disait-on, ne savaient plus rien*") et une formation plus poussée des maîtres. Elle gagna ainsi un certain nombre de batailles. Il est vrai qu'entre-temps l'histoire avait beaucoup appris. Ces conflits avaient suscité une réflexion sur l'histoire, ses méthodes, sur sa fonction aussi ; et la discipline avait accompli de grands progrès : que ce soit grâce à Fernand Braudel et à l'école des Annales, à Michel Foucault ou Paul Veyne, ou encore à la défense et à la mise en cause de l'histoire dite marxiste. Et puis, l'ouragan qui avait déferlé sur l'enseignement de l'histoire n'avait pas laissé que des décombres. Les activités d'éveil, notamment, avaient appris aux jeunes enfants à juger par eux-mêmes, et s'ils ne "*savaient*" pas nécessairement "*l'histoire*", le nom des maîtresses de Louis XIV, ils avaient appris à comprendre une autre histoire, celle de leur ville ou de leur campagne, ma foi une vraie nécessité.

Quel bilan établir, quelles perspectives envisager ? A travers les temps et les cultures, il apparaît que l'histoire naît de plusieurs foyers qui diffusent chacun un discours différent par ses formes, par ses normes, par sa fonction.

D'abord, il y a l'histoire institutionnelle, qui règne parce qu'elle exprime ou légitime une politique, une idéologie, un régime. Au service du Christ ou de la République, d'une Église ou d'un parti, elle se veut unique, alors qu'elle est multiple et capricieuse, changeant son système de références, comme

un combattant change d'arme quand la précédente est dépassée. Comme l'histoire, cette histoire évolue, par conséquent, et varie le bouquet de ses variétés. Confronter ces différentes visions de l'histoire est une première nécessité, car elles sont les éléments de la mémoire d'une nation. Connaître la vision du passé d'un Allemand, d'un Arabe ou d'un Soviétique est une nécessité. Sinon, faute d'avoir fait cet effort de compréhension, nous resterons toujours étrangers aux autres, continuant à rabâcher notre histoire à nous avec des apitoiements orgueilleux sur les "crimes" et les hauts faits qu'aux colonies ou ailleurs nous avons pu commettre ; comme si nous en avions le monopole.

Pourtant, une contre-histoire peut exister, qu'il faut connaître aussi, qui est parallèle à l'histoire des vainqueurs, Eglise, nation, parti ou Etat. Ne bénéficiant pas des mêmes supports, elle ne peut survivre, quelquefois, que sous une forme orale, ou autrement. Cette histoire ensevelie, cette histoire des vaincus, les peuples coloniaux ont été les premiers à la formuler avec force, mais elle apparaît ou réapparaît partout où le groupe social, jadis autonome, se sent dominé, exploité, interdit d'histoire : alors, il ressuscite ses travaux et ses jours : ainsi agissent les Chicanos et les Bretons, les Québécois ou les coptes, tout comme ceux qui prennent conscience de leur identité, les exclus, les femmes, etc. A cette histoire, à ce foyer, il faudrait ajouter celui qui sourd localement, sans s'institutionnaliser, et qui est à la fois mémoire ou volonté d'histoire : les fêtes d'artisans, Moros y Cristianos en Espagne, les traditions populaires. Il y en a d'autres.

Mêlant certitudes et illusions, ces foyers dominant notre représentation de l'histoire ; mais pas une seule fois ils n'instituent une vérité historique, à qui chacun pût se fier, tant sont différentes les versions du passé qu'ils imposent et reproduisent.

Dans ces conditions, mouliner une histoire "universelle" à partir de ces foyers, d'un d'entre eux a fortiori, à partir d'une seule version de l'histoire qualifiée de "scientifique", ressortit à l'imposture.

Ignorer cette histoire-là cependant serait jouer les Don Quichotte : ce serait illusoire et absurde parce qu'elle a une réalité, comme les croyances, ou le pouvoir. Faire l'histoire seulement avec ces histoires-là n'en serait pas moins aberrant toutefois, si on se limitait à cela. Voilà ce qu'ont bien compris les fondateurs des *Annales*, Fernand Braudel surtout, qui a posé la double nécessité de connaître cette histoire et de la reconstituer sur de nouvelles bases, expérimentales cette fois, grâce à l'aide des sciences humaines. Il existe en France et ailleurs des praticiens de cette confrontation, aussi bien au stade de l'éveil, dans le primaire, qu'au stade plus classique de l'analyse historique, dans le secondaire et le supérieur.

Ils portent en eux l'avenir d'une histoire nouvelle.

Marc Ferro
Codirecteur des *Annales*, Paris.

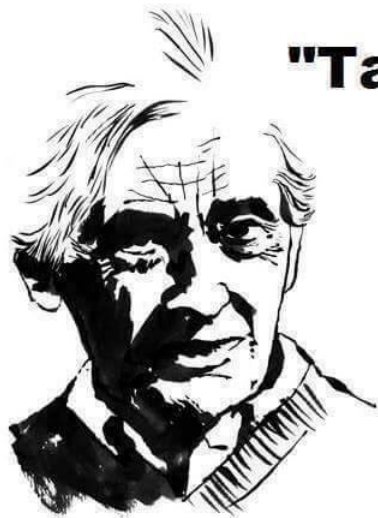
En perspective

- Histoire populaire de la France - Gérard Noiriel, août 2018 ➡ En 1980, l'universitaire Howard Zinn publiait une "Histoire populaire des États-Unis" afin de redonner la parole à ceux qui en avaient été privés — les femmes, les Amérindiens, les esclaves... Trois décennies plus tard, Gérard Noiriel s'est lancé dans un projet comparable au sujet de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours, son ouvrage décortique les relations de pouvoir au sein de la société.
- Embaras de la gauche sur l'immigration - Benoît Bréville, avril 2017 ➡ La stratégie conservatrice visant à opposer les plus démunis entre eux est parvenue à faire de l'immigration une question

décisive pour nombre de Français. Aubaine pour la droite, cette situation impose à la gauche d'évoluer sur un terrain miné... et la divise.

➤ Les disparues de l'histoire - Nicole Pellegrin, novembre 2008 ➡ Qui, en France, connaît l'auteure de la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne parue le 14 septembre 1791 ? Une présidentiable en quête de voix féminines lors de l'élection de 2007 ? La poignée de (...)

➤ "Un pouvoir que nul ne peut réprimer" - Howard Zinn, janvier 2004 ➡ Le Prix des amis du "Monde diplomatique" a été remis, le 1er décembre 2003, à Howard Zinn pour son livre "Une histoire populaire des Etats-Unis", diffusé à plus d'un million d'exemplaires outre-Atlantique. Dans le discours prononcé à cette occasion, l'auteur a détaillé son projet intellectuel.



**"Tant que les lapins
n'ont pas d'historiens,
l'histoire est racontée
par les chasseurs."**

Howard Zinn